

# NET INFOS

Mercredi 24 juillet 2024



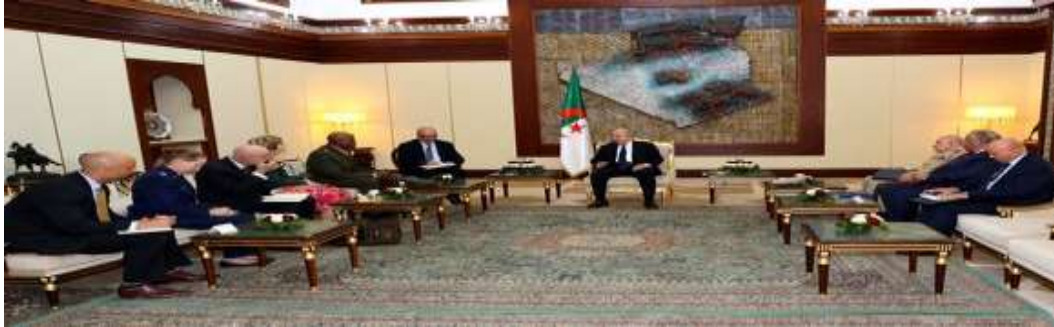
## La Banque mondiale relève l'ambitieuse voie de développement empruntée par l'Algérie

La Banque mondiale (BM) a mis en avant les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de développement et qui se sont matérialisées par divers acquis économiques, ce qui lui a permis de figurer parmi les quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de la catégorie de revenu intermédiaire inférieur à la catégorie supérieure.

Dans un article publié sur son site web intitulé "ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie", la BM a indiqué que l'Algérie "poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année".

Le document a noté que la démarche de développement s'est traduite dans le rapport annuel de classification des revenus de la BM publié le 1er juillet 2024 où l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur.

## [Le président de la République reçoit le chef de l'Africom](#)



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le chef du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom), le Général d'Armée Michael Langley, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du Conseiller auprès du président de la République chargé des Affaires en lien avec la Défense et la Sécurité, M. Boumediene Benattou.

## [L'Algérie et le Vietnam ont devant eux un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement](#)

**L'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, M. Tran Quoc Khanh, a affirmé mardi au cours de sa visite à Bordj Bou Arreridj, sur invitation de la Chambre du commerce et de l'industrie, CCI-Biban, que l'Algérie et le Vietnam avaient devant eux un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement.**

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite, l'ambassadeur vietnamien a évoqué les relations fortes et distinguées entre l'Algérie et le Vietnam, affirmant que les

deux pays "ont devant eux un avenir prometteur dans le domaine de l'investissement et la coopération".

Il a ajouté dans le même contexte que la présence du conseiller économique de l'ambassade du Vietnam en Algérie et nombre d'hommes d'affaires de son pays "est la preuve de la forte volonté d'exploitation des opportunités de coopération et d'investissement".

Il a été également insisté au cours de la rencontre sur le renforcement des échanges entre les hommes d'affaires des deux pays et l'exploitation des opportunités de partenariat par l'intensification de la participation des délégations des deux pays aux expositions commerciales tenues en Algérie et au Vietnam et des échanges d'informations sur les opportunités offertes dans les deux pays.

La délégation vietnamienne a suivi à l'occasion un exposé sur les potentialités économiques de la wilaya de Bordj Bou Arreridj et les opportunités d'investissement, tandis qu'un des investisseurs vietnamiens a donné un exposé sur les tendances du marché vietnamien avant de laisser place à des débats entre opérateurs des deux pays.

L'ambassadeur vietnamien et la délégation qui l'accompagne ont été reçus par le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, qui a évoqué à l'occasion les opportunités d'investissement dans la wilaya.



### **Algérie-Tunisie-Libye: le conseil de partenariat entre les organisations patronales boostera les investissements**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a estimé que la création d'un conseil de partenariat entre le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) et l'Union générale libyenne des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (GUCC) avait vocation à booster les investissements et à augmenter le volume des échanges commerciaux entre les trois pays, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

En recevant, lundi au siège du ministère, les présidents du CREA, Kamel Moula, de l'UTICA, Samir Majoul, et de la GUCC, Mohamed Raied, M. Zitouni a salué ce mécanisme (conseil de partenariat) qui a vocation, a-t-il dit, à "renforcer

l'action commune en faveur de l'intégration économique dans la région", conformément à "la volonté politique affichée par les dirigeants des trois pays lors de leur première Réunion consultative".

Le conseil permettra en outre d'organiser des rencontres d'affaires et de partenariat de manière périodique réunissant les différents acteurs économiques des secteurs public et privé, alternativement dans les trois pays, d'unifier les procédures sur le terrain pour faciliter la circulation des marchandises et les transactions monétaires et de créer une banque de donnée unifiée au service des opérateurs économiques des trois pays.



### Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : Le cadre juridique sera renforcé



Blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, l'Algérie ne cesse de poursuivre ses efforts. En effet, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, lundi au siège du ministère, une réunion extraordinaire de la Commission nationale d'évaluation des risques mentionnés.

Dans une allocution prononcée lors de la rencontre, qui constitue la 2e réunion complémentaire de la série des réunions extraordinaires de la Commission nationale, le premier argentier du pays a salué les efforts consentis dans le cadre du Comité national de coordination, ainsi que des équipes de travail chargées du parachèvement du rapport d'évaluation nationale des risques dans les délais impartis, explique un communiqué du ministère. Le CNC permettra à l'Algérie d'effectuer l'évaluation nationale des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, et ainsi mettre au point une stratégie nationale pour atténuer ces risques. Le défi à relever pour le Comité est de finaliser l'évaluation nationale des risques, y compris les évaluations sectorielles sous la supervision de ses deux sous-comités, dans le respect de la méthodologie mise au point par le GAFI et la publication, dans un délai de moins d'un an, du rapport national sur les risques suivis

du document de la stratégie nationale de réduction des risques. Le comité national élabore aussi la stratégie nationale de lutte contre ces formes de criminalité et la soumet à l'approbation du Premier ministre. Dans l'objectif de réaliser les résultats escomptés, notamment pour les futurs travaux, précise la même source, M. Faïd a incité «tout un chacun à poursuivre le travail sérieusement». Au chapitre des propositions mises en exergue, le chef du projet a relevé le renforcement du cadre juridique et réglementaire, le renforcement et l'enrichissement du cadre institutionnel, ainsi que le changement des statuts de la Cellule du renseignement financier (CRF). Ces propositions ont permis la prise de plusieurs décisions approuvées par tous les membres, notamment l'adoption du rapport national partiel sur l'évaluation des risques du blanchiment d'argent et la stratégie nationale de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, la généralisation de l'executive summary dudit rapport à l'ensemble des organismes concernés par la définition et la mise en œuvre des mesures de contrôle et dissuasives, outre la publication de l'executive summary des résultats du rapport national partiel sur le site officiel de la CRF, précise le communiqué du ministère. Dans son intervention, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), en sa qualité de vice-président de la Commission, a, entre autres, relevé la nécessité d'enrichir le projet du rapport partiel sur l'évaluation des risques et la stratégie nationale de prévention des risques de blanchiment d'argent, outre la nécessité de prendre en compte les estimations concernant les niveaux des risques des secteurs concernés, et l'intensification des efforts afin de lever le plus grand nombre de réserves.



### **Bonne santé de l'économie Algérienne : La Banque mondiale atteste**

- **L'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur.**

La Banque mondiale a mis en avant les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de développement et qui se sont matérialisées par divers acquis économiques, ce qui lui a permis de figurer parmi les quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de la catégorie de revenu intermédiaire inférieur à la catégorie supérieure. Dans un article publié sur son site web intitulé "ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie", la BM a indiqué que l'Algérie "poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année". Le document a noté que la démarche de développement s'est traduite dans le rapport annuel de classification des revenus de la BM publié le 1er juillet 2024 où l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur. Ce "changement significatif" est principalement attribuable à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du Produit intérieur brut (PIB). A ce titre, la BM a indiqué que l'économie algérienne a enregistré une croissance de 4,1% en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une

expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle. Citant le représentant résidant de la Banque mondiale en Algérie, Kamel Braham, le même document a expliqué que le rebasage du PIB, finalisé en 2024, a permis une évaluation plus précise de l'économie algérienne, et ainsi de déclassifier le pays dans la catégorie qui reflète le mieux son niveau de développement économique. "Cela souligne l'importance cruciale de la disponibilité de données fiables pour guider les politiques économiques" a-t-il ajouté, sachant que l'importance stratégique d'améliorer la collecte de données pour soutenir la diversification de la croissance en Algérie a été mise en avant comme une priorité dans les derniers rapports de la BM. Ainsi, a-t-on souligné, "des données améliorées et transparentes permettront une meilleure compréhension de la dynamique économique du pays, ouvrant ainsi la voie à des opportunités accrues pour l'élaboration de politiques efficaces". Par ailleurs, la Banque mondiale, se référant à son rapport intitulé "Suivi mondial du torchage de gaz" publié en juin, souligne que les réalisations de l'Algérie comprennent aussi sa classification comme le pays ayant enregistré la plus grande réduction du torchage de gaz observé au niveau mondiale en 2023, marquant ainsi une troisième année consécutive de baisse de ces émissions. En effet, l'Algérie a réussi à réduire de 3% l'intensité du torchage, offrant ainsi un exemple positif dans une année où les tendances mondiales étaient moins favorables. Depuis quelques années, la Banque mondiale entretient "un dialogue stratégique" avec l'Algérie concernant la durabilité de son secteur énergétique, relève l'article ajoutant que l'assistance technique se concentre sur le soutien au développement d'un programme d'énergie éolienne bancable et sur la contribution à l'élaboration d'une stratégie visant à promouvoir les énergies renouvelables pour différents types de consommateurs. Ces initiatives visent à diversifier le mix énergétique de l'Algérie et à favoriser le développement durable dans ce secteur stratégique, souligne encore la BM qui met en avant son soutien à l'Algérie dans sa quête de résilience pour faire face aux impacts du changement climatique du fait que le pays est confronté à nombre de risques naturels qui peuvent occasionner d'importantes pertes économiques". Dans ce cadre, la Banque mondiale a souligné sa coopération avec la Délégation nationale aux risques majeurs et la Direction générale des forêts (DGF) dans la gestion des risques climatiques et de catastrophes ainsi que les feux de forêts. Elle a également exprimé sa volonté pour une coopération soutenue dans le cadre d'un partenariat dynamique avec l'Algérie, relevant que l'énergie et la résilience climatique et le renforcement du secteur privé constituent des axes prometteurs.



## [Lutte contre le blanchiment d'argent](#) [Faïd durcit les mesures](#)



Les enjeux qui font l'objet de cette lutte demeurent liés à la stabilité économique et sociale du pays.

Les réunions extraordinaires pour parachever le rapport d'évaluation national des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme se poursuivent sur un rythme soutenu, dans le but d'aboutir à des mécanismes de lutte plus efficaces. Dans ce sillage, la Commission nationale et le Comité national de coordination se concentrent sur l'enrichissement des axes juridiques et institutionnels en vue d'établir les constats et les états de lieu qui vont permettre de définir les politiques et les stratégies appropriés. A ce titre, lors de la 2e réunion présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, l'accent a été mis de la part du chef de ce projet, en l'occurrence, le secrétaire général (SG) du ministère de la Défense nationale (MDN), en sa qualité de vice-président de la Commission, sur «la nécessité d'enrichir le projet du rapport partiel sur l'évaluation des risques et la stratégie nationale de prévention des risques de blanchiment d'argent, outre la nécessité de prendre en compte les estimations concernant les niveaux des risques des secteurs concernés, et l'intensification des efforts afin de lever le plus grand nombre de réserves». Il faut dire, que ces recommandations découlent d'un travail de fond qui a mis en scène les institutions financières et sécuritaires dans une synergie visant à affiner les paradigmes et les processus de lutte et d'intervention. Il va sans dire que les enjeux qui font l'objet de cette lutte demeurent liés à la stabilité économique et sociale du pays. En ce sens, la criminalité financière est l'un des obstacles majeurs au développement et à la croissance. Un frein qui risque de mettre à néant les efforts incessants des pouvoirs publics à concrétiser une transition économique avec de fortes bases de fonctionnement. C'est dans ce contexte que la lutte contre la criminalité financière s'organise autour du renforcement des mécanismes et des mesures de riposte. Autrement dit, l'établissement du rapport d'évaluation des risques et son enrichissement s'accompagnent de fortes interventions sur le terrain, et d'une force de dissuasion qui prend son essence dans les capacités de diffusion et de visibilité de ces actions. Dans ce contexte entre en scène l'action des organes névralgiques chargés d'appliquer les mesures et les recommandations retenues pour l'édification d'une stratégie de lutte adaptée aux développements et aux mutations de la nature et de la gravité des crimes commis. D'où l'importance de la régularité de ce travail de concertation et d'évaluation, qui vise à mettre en place des cellules d'intervention et de lutte, basées sur la réalité du terrain. Ce qui renseigne sur l'importance d'une cohésion dans les actions pour unifier les efforts et les canaliser sur les axes le plus important, en l'occurrence, le renforcement de mesure de contrôle et de dissuasion. De même importance, les résultats de ces actions permettront de valoriser, de préserver les acquis issus de la nouvelle politique économique et de maintenir le rythme de développement et l'attractivité de destination Algérie pour les échanges et l'investissement. Une assurance qui pèse lourd sur l'échiquier économique régional et international. D'où l'impératif d'impliquer tous les acteurs économiques et sociaux dans le renforcement des moyens de lutte contre toutes les formes de criminalité financières.

## [L'Hydrogène vert algérien inondera l'europe](#) [Le coup de maître de Tebboune](#)

L'aboutissement de ce projet énergétique vital propulsera l'Algérie dans une dimension nouvelle.

Le projet «SouthH2 Corridor» avance bien et sur de bonnes bases. Un protocole d'entente entre les principaux pays concernés par ce projet, à savoir l'Algérie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, devra être signé en septembre prochain, apprend-on auprès de la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach. Le protocole d'entente portera sur des aspects techniques, notamment, en vue de «la réalisation conjointe d'études de faisabilité, relatives à la mise en oeuvre de ce projet intégré». Ces études de faisabilité du projet de transport d'Hydrogène vert, concerneront l'ensemble de la chaîne des valeurs. L'annonce faite par la major nationale, intervient à l'issue d'une rencontre multipartite importante tenue, lundi à Alger, regroupant l'ensemble des acteurs concernés par ce projet vital. En effet, le siège de la direction générale a été le théâtre d'un conclave de haut niveau, regroupant autour du P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi, un membre du conseil d'administration de VNG (Allemagne), Polk Hans-Joachim en l'occurrence, Caria Francesco, P-DG de SEA Corrigqr (Italie), Ercoli Piero, directeur exécutif de la Snam (Italie) et Susanna Zapreva, directrice «Energies Renouvelables» au niveau de Verbund (Autriche).

De hauts managers et experts de la Ccompagnie nationale ont également de la partie, étant donné l'importance du projet objet de cette rencontre de haut niveau. Les représentants des pays impliqués dans ce projet, ont eu droit à des présentations diverses touchant aux aspects techniques du projet, assurés par des experts de la compagnie Sonatrach. Des discussions soutenues et riches en informations ont également marqué les présentations, notamment sur les aspects techniques et logistiques. À l'issue de quoi, accord a été conclu autour de la nécessité de signer, en septembre prochain, un protocole d'entente. Ce qui augure d'une bonne avancée pour ce projet d'importance avérée pour les différentes parties impliquées dans la perspective du transport d'hydrogène vert de l'Algérie vers l'Europe, via la Tunisie. Il est à rappeler que le SouthH2 Corridor, devra fournir à différents pays de l'Union Européenne, un volume de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an, via une logistique déjà existantes, et d'autres en phase d'études, notamment dans la partie européenne. L'Algérie, base logistique et technique importante de ce projet, peut se targuer d'avantages dans cette quête cruciale, puisqu'elle dispose «d'infrastructures existantes réaffectées pour transporter l'hydrogène ou de nouvelles infrastructures dédiées». En effet, le projet validé par les instances européennes habilitées, s'appuie sur l'existence d'infrastructures intermédiaires déjà existantes, mises à profit et reconverties, à l'occasion, pour le transport de l'hydrogène. Ces infrastructures déjà en place, représentent plus de 70% de pipelines qui attendent d'être réutilisés et rentabilisés dans le cadre de ce vaste projet de transport d'hydrogène vert. Il faut dire que le projet de Corridor Sud pour le transport de l'hydrogène de l'Algérie vers l'Europe, constitue de loin, un projet majeur pour la compagnie nationale des hydrocarbures, qui n'en est pas à sa première expérience. Long de 3 300 km, le South2 Corridor constitue un corridor de gazoduc dédié à l'hydrogène, permettant de fournir de l'hydrogène renouvelable à faible coût, à partir de



sites de production implantés dans le Nord d'Afrique, à savoir l'Algérie. aux yeux des pays européens, ce projet «fait partie du réseau fédérateur européen de l'hydrogène», devra «garantir la sécurité d'approvisionnement et est crucial pour le développement d'un réseau fédérateur d'hydrogène interconnecté et diversifié». L'aboutissement de ce projet vital propulsera l'Algérie dans une dimension nouvelle, tout en confortant sa position de pays pionnier dans la production et la commercialisation de cette nouvelle énergie propre. Cela, en plus de consolider la place de l'Algérie de fournisseur énergétique fiable de l'Europe.



## LA BANQUE MONDIALE CONFIRME LES BELLES PERFORMANCES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE : « L'Algérie suit son chemin ambitieux »

L'institution de Bretton Woods multiplie les louanges à l'égard de l'économie algérienne dont les performances réalisées valident les bons choix opérés dans les réformes menées par le Gouvernement.

La Banque mondiale a publié, ce lundi, sur son site web, un article qui évoque les opportunités à venir pour « le renforcement du partenariat dynamique » avec l'Algérie, à partir des « priorités » que l'institution financière internationale définit comme étant « l'énergie, la résilience climatique et le renforcement du secteur privé ». Le titre de l'article annonce son contenu élogieux à l'endroit de notre pays: « l'ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie ». L'article commence par rappeler le rapport annuel de classification des revenus de la Banque mondiale publié le 1er juillet 2024 qui a fait passer l'Algérie d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur (seuls quatre pays dans le monde ont franchi ce seuil, souligne l'article). « Bien que l'économie algérienne ait enregistré une croissance de 4,1 % en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle », fait remarquer l'auteur de l'article. « Le rebasage du PIB, finalisé en 2024, a permis une évaluation plus précise de l'économie algérienne, et ainsi de reclassifier le pays dans la catégorie qui reflète le mieux son niveau de développement économique », a expliqué Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, qui souligne que « cela souligne l'importance cruciale de la disponibilité de données fiables pour guider les politiques économiques ». Selon la Banque mondiale, « des données améliorées et transparentes permettront une meilleure compréhension de la dynamique économique du pays, ouvrant ainsi la voie à des opportunités accrues pour l'élaboration de politiques efficaces ». L'article attire l'attention sur le rapport Global Gas Flaring Tracker (Suivi mondial du torchage de gaz) de la Banque mondiale (publié en juin) qui a mis en évidence une autre « réussite majeure de l'Algérie » : « le pays a enregistré la plus grande réduction du torchage de gaz observée au niveau mondiale en 2023, marquant ainsi une troisième année consécutive de baisse de ces émissions. En plus d'une diminution de 2 % de sa production pétrolière, l'Algérie a réussi à réduire de 3 % l'intensité du torchage, offrant ainsi un exemple positif dans une année où les

tendances mondiales étaient moins favorables ». La Banque mondiale insiste également sur le dialogue stratégique qu'elle entretient, depuis quelques années, avec l'Algérie « concernant la durabilité de son secteur énergétique ». L'article précise que « l'assistance technique se concentre sur deux domaines principaux : soutenir le développement d'un programme d'énergie éolienne bancable et contribuer à l'élaboration d'une stratégie visant à promouvoir les énergies renouvelables pour différents types de consommateurs. Ces initiatives visent à diversifier le mix énergétique de l'Algérie et à favoriser le développement durable de son secteur énergétique ». Un soutien est également apporté par la Banque mondiale à « l'Algérie dans sa quête de résilience pour faire face aux impacts du changement climatique ». L'article rappelle que « le pays est confronté à un large éventail de risques naturels tels que les inondations, les tremblements de terre et les incendies de forêt, qui menacent les vies et les moyens de subsistance, tout en occasionnant d'importantes pertes économiques ». La Banque mondiale a travaillé avec la Délégation nationale aux risques majeurs d'Algérie, pour élaborer un Diagnostic sur la gestion des risques climatiques et de catastrophe en Algérie et avec la Direction générale des Forêts pour rédiger une note commune sur la gestion durable des forêts en Algérie en vue de prévenir les incendies de forêt. Enfin, l'article signale que « les rapports de conjoncture semestriels sur l'économie algérienne de la Banque mondiale sont largement utilisés par les parties prenantes pour éclairer les politiques et enrichir le débat public ».



### [Les vols de la Issaba/ EDITO](#)

Parmi les grands chantiers ouverts par le président Tebboune durant son mandat, il y en a qui nécessitent plus de temps que d'autres. Comme celui de la récupération des biens mal acquis. Lundi dernier, le ministre de l'Industrie, Ali Aoun, a affirmé, à partir de Mostaganem, « qu'une quinzaine d'usines de production ont été confisquées dans le cadre de la récupération de l'argent détourné du temps de la « Issaba » et qu'elles sont en cours de réaffectation à des entreprises étatiques pour leur remise en activité ». De fait, cette récupération ne concerne pas seulement des usines. En décembre 2023, le président Tebboune avait annoncé que « l'État avait récupéré plus de 30 milliards de dollars entre biens immobiliers, unités industrielles et sommes d'argent ». Selon le ministre de la Justice, ces récupérations concernent « des habitations, de biens touristiques, des villas luxueuses à travers les wilayas du pays, ainsi que des dizaines d'usines, dont des usines de montage automobile et d'autres activant dans divers domaines, outre la saisie de bijoux et des pierres précieuses et la confiscation de 6447 comptes bancaires et 4203 véhicules, tous types confondus...(de plus, il y a) la confiscation de 23 774 biens mobiliers, de 425 habitations, et de 14 promotions immobilières, chacune comprenant jusqu'à 1000 logements ». Une véritable razzia. En réalité, il s'agit d'un chantier à double volet. L'un national et l'autre international. C'est le second qui nécessite plus de procédures et de temps pour la récupération des biens volés aux Algériens par de hauts dignitaires durant les premières décennies du troisième millénaire. En avril 2023, le Chef de l'État avait annoncé, dans un entretien accordé à la chaîne Al-Jazeera, que « l'Espagne s'est engagée à restituer trois hôtels 5 étoiles détenus dans le pays par un homme d'affaires algériens, poursuivi et jugé en Algérie ».

dans plusieurs affaires de corruption ». Tout en invitant, par la même occasion, les autres pays européens, notamment la France, la Suisse, le Luxembourg et la Belgique, à faire de même. Plus en détails, le ministre de la Justice, Abderrachid Tabi, a annoncé par la suite que « la justice algérienne a délivré 224 commissions rogatoires et demandes d'entraide judiciaire au niveau de plus de 30 pays étrangers afin de récupérer les biens et fonds qui y ont été illégalement transférés ». Des crimes et délits d'une ampleur tellement extraordinaire que l'on ne peut s'empêcher de penser à la responsabilité des services de renseignements du pays à l'époque. En tout état de cause, pour Abdelmadjid Tebboune « Même si les choses prennent du temps, le plus important est que ces fonds ne se perdent pas ». Le Chef de l'État est déterminé à récupérer les biens volés aux algériens. Le prodigieux développement économique de notre pays et ses retombées en Europe constituent de nouveaux atouts dans cette voie. On pense à l'électricité, à l'hydrogène vert, au gaz, etc...Mais pour y arriver, un second mandat pour Tebboune est indispensable !



### [LA HAUT-COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION, MERIEM BENMOULOU D : « Nous avançons progressivement vers la souveraineté numérique »](#)

La ministre et Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, a confirmé que tous les projets inscrits dans le cadre de la numérisation nationale visent à atteindre la souveraineté numérique. Indiquant que la priorité en matière de service numérique s'adresse au citoyen et à l'institution, notant que la numérisation en Algérie se fait selon une stratégie précise et bien étudiée. Par ailleurs, et lors d'un entretien diffusé, lundi soir à la Télévision nationale, Benmouloud a indiqué que le projet de stratégie nationale de transition numérique « est prêt et vise à changer le mode de gestion, à instaurer les principes de transparence et à lutter contre toutes les formes de bureaucratie et de corruption ». « Le processus d'élaboration de ce projet est passé par plusieurs étapes, notamment des consultations avec des experts et des acteurs du domaine de la numérisation » explique-t-elle. Pour ce faire, 14 ateliers ont été organisés en novembre 2023, donnant lieu à plus de 300 recommandations qui ont été adoptées dans la première mouture de la stratégie qui a été présentée aux différents secteurs concernés et a fait l'objet d'amendements à travers cinq versions consécutives, dont la dernière a été soumise à la Présidence de la République il y a un mois, a-t-elle révélé. Elle a précisé que cette stratégie nationale, la première du genre depuis l'indépendance, est conçue pour répondre au contexte actuel dans ses aspects économiques, sociaux et culturels. Une stratégie basée sur « 5 axes et 25 objectifs stratégiques », a-t-elle insisté. Ces axes comprennent « l'infrastructure, la formation des compétences et des ressources humaines, la société numérique, l'économie numérique et la gouvernance numérique ». Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe infrastructurel, la Haut-commissaire à la numérisation a rappelé la signature, avril dernier, du mémorandum d'entente avec Huawei Consortium portant réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (Data Center). Ce Data-Center, qui comprend deux centres de données à Alger et Blida, a pour objectif de « renforcer la souveraineté numérique du pays et de localiser l'information nationale, ce qui incitera les investisseurs à développer des services à l'intérieur du pays en utilisant les mêmes technologies qu'à l'extérieur », a-t-elle déclaré. Le centre

préparera également une base de données nationale et assurera la coordination entre les différents secteurs ministériels, qui « ont progressé dans le processus de numérisation mais n'ont pas encore réalisé l'intégration souhaitée entre eux », a expliqué Benmouloud. Selon la même responsable, le centre s'appuie sur « un système d'information national qui comprend une plateforme nationale d'interopérabilité reliant les systèmes d'information sectoriels », ainsi que sur « une base de données nationale et un portail national interactif de services numériques qui comprend 40 services publics numériques au service des citoyens et des institutions ». Dans le même contexte, la Haut-commissaire a indiqué que la stratégie nationale de transition numérique repose sur deux piliers principaux, à savoir la loi sur la numérisation, en cours de préparation, ainsi que « la cybersécurité et la sécurité de l'information », qui fait l'objet d'une coopération avec le ministère de la Défense nationale. La loi sur la numérisation sera « une loi-cadre globale et unifiée qui régleme, encadre et contrôle le domaine de la numérisation », a-t-elle explicité, ajoutant qu'elle vise à « éliminer les obstacles, faciliter les procédures administratives et combler les lacunes induites par le développement technologique », notant que ce texte juridique « aura une durée de vie d'au moins dix ans ».



## Réformes économiques : L'Algérie sur la bonne voie

L'Algérie qui a engagé plusieurs réformes pour relancer le secteur industriel et rendre disponible le foncier, est en passe, selon bon nombre d'experts, de rejoindre les économies émergentes grâce à l'approche économique actuelle de l'Etat et aux réalisations dans le domaine de la production pharmaceutique, dans l'industrie automobile et en matière de sécurité alimentaire, relevant à ce propos l'impératif d'affranchir l'Algérie des revenus des hydrocarbures.

Cet « ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie », a d'ailleurs été souligné par la Banque mondiale dans son rapport annuel de classification des revenus publié le 1er juillet 2024.

« L'Algérie poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année », écrit en effet l'institution financière.

Le Groupe de la Banque mondiale a dans ce sens souligné que l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur.

« Ce changement significatif pour l'Algérie est principalement attribuable à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du PIB du pays. Bien que l'économie algérienne ait enregistré une croissance de 4,1 % en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations

d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle », précise-t-on de même source.



## Evaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme



Laaziz Faid a présidé, lundi au siège du ministère, une réunion extraordinaire de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive.

Dans une allocution prononcée lors de la rencontre, qui constitue la 2e réunion complémentaire de la série des réunions extraordinaires de la Commission nationale, M. Faid a salué les efforts consentis dans le cadre du Comité National de Coordination, ainsi que des équipes de travail chargées du parachèvement du rapport d'évaluation nationale des risques dans les délais impartis, indique un communiqué du ministère des Finances.

### Cohérence des données

Dans l'objectif de réaliser les résultats escomptés, notamment pour les futurs travaux, M. Faid a incité « tout un chacun à poursuivre le travail sérieux », selon le communiqué. Avant d'aborder l'ordre du jour, la parole a été donnée au Secrétaire général (SG) du ministère de la Défense nationale (MDN), en sa qualité de vice-président de la Commission. Le SG du MDN a mis l'accent sur plusieurs points, notamment la nécessité d'enrichir le projet du rapport partiel sur l'évaluation des risques et la stratégie nationale de prévention des risques de blanchiment d'argent, outre la nécessité de prendre en compte les estimations concernant les niveaux des risques des secteurs concernés, et l'intensification des efforts afin de lever le plus grand nombre de réserves.

Le SG du MDN a salué, au terme de son intervention, les équipes de travail pour toutes les remarques formulées, notamment celles relatives à la cohérence des données et l'absence de contradictions. Le chef du projet a passé en revue les importantes modifications apportées au rapport en tenant en compte des propositions présentées par le MDN, la Direction générale des

Impôts, la Direction générale du Domaines national (DGDN) et la Direction nationale de la Sûreté nationale (DGSN).

#### Changement des Statuts de la Cellule du Renseignement financier

Parmi les propositions mises en exergue par le chef du projet, le communiqué a mentionné les axes suivants: le renforcement du cadre juridique et réglementaire, le renforcement et l'enrichissement du cadre institutionnel, ainsi que le changement des Statuts de la Cellule du Renseignement financier (CRF). Ces amendements interviennent suite à l'évaluation du niveau des risques pour les secteurs concernés et la classification des crimes selon la catégorie.

Ces propositions ont permis la prise de plusieurs décisions approuvées par tous les membres, notamment l'adoption du rapport national partiel sur l'évaluation des risques du blanchiment d'argent et la stratégie nationale de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, la généralisation de l'executive summary dudit rapport à l'ensemble des organismes concernés par la définition et la mise en œuvre des mesures de contrôle et dissuasives, outre la publication de l'executive summary des résultats du rapport national partiel sur le site officiel de la CRF, selon le même communiqué.



#### [La Banque mondiale relève l'ambitieuse voie de développement empruntée par l'Algérie](#)

#### [La Banque mondiale \(BM\) a mis en avant les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de développement.](#)

« L'Algérie poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année », a fait savoir la BM dans un article publié sur son site web intitulé « ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie ».

#### **Une croissance de 4,1% en 2023**

Le document a mentionné que la démarche de développement s'est traduite dans le rapport annuel de classification des revenus de la BM publié le 1er juillet 2024 où l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur. Ce « changement significatif » est principalement attribuable à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du Produit intérieur brut (PIB).

La BM a fait savoir que l'économie algérienne a enregistré une croissance de 4,1% en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle. Citant le représentant résidant de la Banque mondiale en Algérie, Kamel Braham, le même document a indiqué que le rebasage du PIB, finalisé en 2024, a permis une évaluation plus précise de l'économie algérienne, et ainsi de déclasser le pays dans la catégorie qui reflète le mieux son niveau de développement économique.

Dans ce cadre, la Banque mondiale a souligné sa coopération avec la Délégation nationale aux risques majeurs et la Direction générale des forêts (DGF) dans la gestion des risques climatiques et de catastrophes ainsi que les feux de forêts. Elle a également exprimé sa volonté pour une coopération soutenue dans le cadre d'un partenariat dynamique avec l'Algérie, relevant que l'énergie et la résilience climatique et le renforcement du secteur privé constituent des axes prometteurs.



### [Le projet de Stratégie nationale de transformation numérique fin prêt](#)

#### **Le projet de Stratégie nationale de transformation numérique qui est fin prêt, selon la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud.**

Dans un entretien à la Télévision algérienne diffusé lundi soir, Mme Benmouloud a annoncé que ses services avaient achevé l'élaboration du projet de la stratégie nationale de transformation numérique, qui « a été approuvé par le Conseil d'Orientation du Commissariat le 28 mai dernier ».

#### **« 5 axes et 25 objectifs stratégiques »**

Mme Benmouloud a expliqué que cette stratégie visait à « changer le mode de gestion, à instaurer les principes de transparence, à lutter contre la bureaucratie et la corruption, à assurer un accès équitable à l'information et à améliorer les prestations ». Rappelant que l'élaboration de ce projet était passée par plusieurs étapes, dont des consultations avec des experts et acteurs activant dans le domaine du numérique, la Haut-commissaire à la numérisation a fait état de « 14 ateliers organisés en novembre 2023, ayant permis l'adoption de 300 recommandations dans la première mouture de ladite stratégie », lesquelles ont été soumises aux différents secteurs concernés.

Cette mouture a fait, poursuit-elle, l'objet de cinq modifications dont la dernière version a été soumise, depuis un mois, à la Présidence de la République. Première du genre depuis l'indépendance, cette stratégie nationale qui intervient en réponse aux exigences socio-économiques et culturelles actuelles, repose sur « 5 axes et 25 objectifs stratégiques » a-t-elle précisé, soulignant que ces axes comprenaient « les infrastructures, la formation de la ressource humaine, la société numérique, l'économie numérique et la gouvernance numérique ».

#### **40 services publics numériques au profit du citoyen et de l'entreprise**

En vue de concrétiser l'axe relatif aux infrastructures, la Haut-commissaire à la numérisation a rappelé la signature, avril dernier, de la convention relative au projet de réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (DATA CENTER) entre le Haut-Commissariat à la Numérisation et Huawei Consortium. L'objectif de la création de ce Data Center, qui comprend deux centres de données à Alger et Blida, est d'atteindre « la souveraineté numérique et d'œuvrer à la domiciliation des données nationales, ce qui incitera les investisseurs à promouvoir les services à l'intérieur du pays en recourant aux mêmes technologies qui existent à l'étranger ».

## Réformes économiques : L'Algérie sur la bonne voie

réformes pour relancer le secteur Industriel et rendre disponible le foncier, est en passe, selon bon nombre d'experts, de rejoindre les économies émergentes grâce à l'approche économique actuelle de l'Etat et aux réalisations dans le domaine de la production pharmaceutique, dans l'Industrie automobile et en matière de sécurité alimentaire, relevant à ce propos l'impératif d'affranchir l'Algérie des revenus des hydrocarbures

Cet « ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie », a d'ailleurs été souligné par la Banque mondiale dans son rapport annuel de classification des revenus publié le 1er juillet 2024. « L'Algérie poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année », écrit en effet l'institution financière. Le Groupe de la Banque mondiale a dans ce sens souligné que l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur. « Ce changement significatif pour l'Algérie est principalement attribuable à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du PIB du pays. Bien que l'économie algérienne ait enregistré une croissance de 4,1 % en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle », précise-t-on de même source. « Le rebasage du PIB, finalisé en 2024, a permis une évaluation plus précise de l'économie algérienne, et ainsi de reclassifier le pays dans la catégorie qui reflète le mieux son niveau de développement économique, a expliqué Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. Cela souligne l'importance cruciale de la disponibilité de données fiables pour guider les politiques économiques », écrit encore la BM dans son rapport. L'institution financière note un peu plus loin, avoir déjà souligné l'importance stratégique d'améliorer la collecte de données pour soutenir la diversification de la croissance en Algérie « a été mise en avant comme une priorité dans les derniers rapports de la Banque mondiale sur le pays. » Des données améliorées et transparentes permettront une meilleure compréhension de la dynamique économique du pays, ouvrant ainsi la voie à des opportunités accrues pour l'élaboration de politiques efficaces. Dans le rapport Global Gas



Flaring Tracker (Suivi mondial du torchage de gaz) de la Banque mondiale (a) publié en juin, une autre réussite majeure de l'Algérie a été mise en lumière. Le pays a enregistré la plus grande réduction du torchage de gaz observée au niveau mondiale en 2023, marquant ainsi une troisième année consécutive de baisse de ces émissions. En plus d'une diminution de 2 % de sa production pétrolière, l'Algérie a réussi à réduire de 3 % l'intensité du torchage, offrant ainsi un exemple positif dans une année où les tendances mondiales étaient moins favorables.



## لتفادي الأعطاب العالمية وتحسين خدمات المطارات والبنوك والاتصالات

### مقترحات جديدة تخص المرحلة الثانية للرقمنة في الجزائر

جمعت المحافظة السامية للرقمنة، وفق استبيان أطلقتته شهر جوان المنصرم، مئات المقترحات بخصوص تجسيد المرحلة الثانية للرقمنة، والتي تشمل كافة القطاعات، وفق استراتيجية ممتدة إلى سنة 2030، وهي مقترحات قدمها خبراء في تكنولوجيات الإعلام والاتصال ومتعاملون اقتصاديون عموميون وخواص ومجتمع مدني، وحتى مواطنون وهواة وفي السياق، يرى خبير المعلوماتية وعضو المجلس الوطني لنادي الناشطين في الرقمنة، يزيد أقدال في إفادة لـ"النشروك" أن تطبيق الرقمنة في مرحلتها الثانية بالجزائر يفرض رسم خطط دقيقة، واستحداث مركزية مخاطر لتأمين التعاملات ومعالجة أي اختلالات أو أعطاب فور حدوثها وبخصوص العطب التقني الذي أصاب شبكة الأنترنت الأسبوع الماضي، يؤكد أقدال أن الجزائر ورغم الخطوات التي باشرتها في مجال الرقمنة، ليست بمنأى عن هذا النوع من الأعطاب، باعتبار أنها تستعمل الحلول الرقمية العالمية، فهي معرضة لنفس التعطلات التي قد تصطدم بها كل الشركات في العالم، وهو ما يفرض مواصلة تطوير تكنولوجيات رقمية جديدة في كل مرة وأوضح أقدال أن ما حدث مؤخرًا لم يحدث قطعًا للشبكة في الجزائر، بحكم أن الارتباط الرقمي للجزائري بالشبكة العنكبوتية ليس نفسه في الدول الغربية ولكن "نحن معرضون إلى مثل هذه المشاكل مستقبلاً، والتي قد تمس المنظومة المالية والاتصالات والطائرات والقطاعات التي تقدم خدمات للمواطنين، لاسيما أن الجزائر تتجه تدريجياً لاعتماد الرقمنة بدل الورق في كافة القطاعات" يضيف الخبير.

ويشدد المتحدث على أنه لمواجهة مثل هذا النوع من الأخطار يجب تأهيل الإطار الجزائري ومواصلة التكوين بشكل يجعلها قادرة على التجاوب مع أحداث من هذا النوع، ولديها خططها واستعداداتها لأي خلل معلوماتي، مع استحداث إدارة مركزية لتسيير الأزمات، مشيراً إلى أن ملف الرقمنة اليوم في الجزائر يتم تسييره من قبل المحافظة السامية للرقمنة المخولة للفصل في كافة الملفات من هذا النوع.

ويعتبر أقدال أن المحافظة السامية للرقمنة مطالبة اليوم باستحداث خطة طوارئ لرسم استراتيجيات تكوين الإطار البشرية وتوفير التكنولوجيا وتحديد الرؤية الرقمية ككل للجزائر للمرحلة المقبلة

لمواجهة كل الأخطار الممكنة في المستقبل، لاسيما أن الرقمنة اليوم خيار سياسي وحتمية للجزائر بدءا من سنة 2024، وطيلة السنوات المقبلة

هذا، وكانت المحافظة السامية للرقمنة قد باشرت قبل أزيد من شهر رصد آراء المجتمع المدني، والمختصين والمتعاملين الاقتصاديين في إطار التحضير لإعداد الاستراتيجية الوطنية للتحول الرقمي 2024-2029 بنظرة استشرافية لرقمنة الجزائر أفق 2034، وبمقاربة تشاركية وشمولية. وأكدت المحافظة السامية للرقمنة أنها تضع حيز الخدمة استبيانا لسبر الآراء يهدف إلى جمع المعلومات وانتشغالات المواطنين والجمعيات والمجتمع المدني والخبراء والمتعاملين الاقتصاديين العموميين والخواص المختصين في مجال تكنولوجيات الإعلام والاتصال والخدمات الإلكترونية، وكذا هيئات التعليم والتكوين، بهدف توسيع الرؤية وتأطير أمثل لمحاور ومسار الاستراتيجية الوطنية للتحول الرقمي



## البنك الدولي يواصل منشوراته الإيجابية حول الإصلاحات والإنجازات

### الجزائر ضمن 4 دول فقط انتقلت إلى فئة الدخل الفردي الأعلى

يواصل البنك الدولي منشوراته الإيجابية حول وضع الاقتصاد الجزائري والإصلاحات والإنجازات المحققة في الأشهر الأخيرة، مشيدا بانتقالها إلى فئة الدخل المتوسط الأعلى ضمن 4 دول فقط في العالم. نجحت في هذا الانتقال ونشر البنك الدولي عبر موقعه الإلكتروني مقالا أكد فيه أن الجزائر اتبعت مسارا طموحا في درب التنمية المستدامة، مرتكزة على دعائم القدرة على الصمود والابتكار والتحديث الاقتصادي، محققة إنجازات بارزة. هذا العام ويشدد البنك الدولي على أن آخر هذه الإنجازات تجلت في تقرير البنك الدولي السنوي لتصنيف الدخل الصادر في 1 جويلية 2024، حيث كانت الجزائر إحدى أربع دول فقط على مستوى العالم نجحت في الانتقال من فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأدنى إلى فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأعلى. واعتبر البنك الدولي أن هذا التحول النوعي يُعزى بالأساس إلى تحديث المنظومة الإحصائية، مما أتاح قياسا أدق للنتائج المحلي الإجمالي، فرغم نمو الاقتصاد الجزائري بنسبة 4.1 بالمائة في عام 2023، كان المحرك الرئيس لهذا الارتفاع هو المراجعة الشاملة لإحصاءات الحسابات القومية، والتي شملت توسيع تقديرات الاستثمار وتغطية أدق للاقتصاد غير الرسمي وفي هذا السياق، صرح كمال براهم، الممثل المقيم للبنك الدولي في الجزائر قائلاً: "لقد مكنت عملية تغيير السنة الأساس لسلسلة الناتج المحلي الإجمالي، التي اكتملت في عام 2024، من تقييم الاقتصاد الجزائري بصورة أدق، وبالتالي إعادة تصنيف البلاد في الفئة الأنسب لمستوى تطورها الاقتصادي"، وأضاف: "المتحدث: وهذا يؤكد أهمية توفر البيانات الدقيقة في توجيه السياسات الاقتصادية كما سلطت تقارير البنك الدولي الأخيرة الضوء على الأهمية الاستراتيجية لتحسين جمع البيانات من أجل تسهيل تنوع الاقتصاد في الجزائر، حيث إن البيانات المحسنة والأكثر شفافية تمكن من فهم ديناميكيات الاقتصاد الوطني، مما يسمح بصياغة سياسات أكثر فعالية

وبرز إنجاز آخر للجزائر تضمنه تقرير البنك الدولي لتتبع حرق الغاز العالمي الصادر شهر جوان إذ أظهر التقرير أن الجزائر حققت أكبر انخفاض في حرق الغاز على الصعيد العالمي في عام 2023،



## دورة غير عادية للجنة تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، الاثنین بمقر الوزارة، اجتماعا في دورة غير عادية للجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، حسبما أفاد به بيان لوزارة المالية

في كلمته خلال اللقاء، الذي يعد الاجتماع التكميلي الثاني من سلسلة الاجتماعات عبر الدورات غير عادية للجنة الوطنية، ثمن الوزير، الجهود المبذولة في إطار لجنة التنسيق الوطنية، و فرق العمل المكلفة باستكمال تقرير التقييم الوطني للمخاطر في آجاله المحددة

والتزاما ببلوغ النتائج المرجوة خاصة تلك الأعمال المنتظرة مستقبلا، حث السيد فايد "الجميع على مواصلة العمل الجاد"، يقول البيان

وتناول هذا الاجتماع، حسب الوزارة، الموضوع المدرج في جدول الأعمال، المتعلق بمواصلة ومناقشة التقرير الجزئي لتقييم المخاطر والإستراتيجية الوطنية المتعلقة بها واعتمادهما من قبل اللجنة الوطنية

وقبل التطرق إلى جدول الأعمال، أحييت الكلمة إلى السيد الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني بصفته نائب رئيس اللجنة، حيث سلط الضوء على عدة نقاط أبرزها ضرورة إثراء مشروع التقرير الجزئي لتقييم المخاطر والإستراتيجية الوطنية للوقاية من مخاطر تبييض الأموال، وكذا التأكيد على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار تقدير مستوى مخاطر القطاعات المعنية وتكيف الجهود والوتيرة لرفع أكبر عدد من التحفظات، منوها في الأخير باستجابة

فرق العمل لكل الملاحظات المقدمة خاصة تلك المتعلقة بتناسق البيانات وخلوها من التناقضات.



### البنك الدولي يثمن مسيرة الجزائر التنموية

ثمن البنك الدولي الخطوات التنموية التي حققتها الجزائر والتي تجسدت عبر عدة إنجازات اقتصادية، ما سمح لها بالانتقال من فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأدنى إلى فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأعلى.

أوضح البنك في مقال له نشره على موقعه الرسمي بعنوان "الجزائر: مسيرة طموحة نحو التنمية"، أن الجزائر اتبعت منهجا "طموحا في درب التنمية المستدامة، مرتكزة على دعائم القدرة على الصمود والابتكار والتحديث الاقتصادي، محققة إنجازات بارزة هذا العام 2024".

وأشار إلى أن هذه الإنجازات تجلت في تقرير البنك الدولي السنوي لتصنيف الدخل الصادر في 1 جويلية 2024، أين كانت الجزائر إحدى أربع دول فقط على مستوى العالم نجحت في الانتقال من فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأدنى إلى فئة الدول ذات الدخل المتوسط الأعلى.

وذكر البنك بأن هذا "التحول النوعي" يعود بالأساس إلى تحديث المنظومة الإحصائية، مما أتاح قياسا أدق للنواتج المحلي الإجمالي.

وفي هذا الصدد، لفت البنك الدولي إلى الاقتصاد الجزائري حقق نموا بنسبة 4ر1 بالمائة في 2023، وكان المحرك الرئيسي لهذا الارتقاء هو المراجعة الشاملة لإحصاءات الحسابات القومية، والتي شملت توسيع تقديرات الاستثمار وتغطية أدق للاقتصاد غير الرسمي.

وأورد المقال تصريحاً للممثل المقيم للبنك الدولي في الجزائر، كمال براهيم، اعتبر فيه أن تغيير سنة

الأساس لسلسلة الناتج المحلي الإجمالي، التي اكتملت في عام 2024، "مكنت من تقييم الاقتصاد الجزائري بصورة أدق، وبالتالي إعادة تصنيف البلاد في الفئة الأنسب لمستوى تطورها الاقتصادي".

وأضاف بالقول أن "هذا يؤكد أهمية توفر البيانات الدقيقة في توجيه السياسات الاقتصادية"، لاسيما وأن تقارير البنك الدولي الأخيرة، سلطت الضوء على الأهمية الاستراتيجية لتحسين

جمع البيانات، باعتبار أن البيانات المحسنة والأكثر شفافية تمكن من فهم ديناميكيات الاقتصاد، مما يسمح بصياغة سياسات أكثر فعالية.



## البنك الدولي: الجزائر حققت خطوات معتبرة على طريق طموح للتنمية

قدّم أحدث تقرير اقتصادي لمجموعة البنك الدولي مؤشرات إيجابية للتطور الاقتصادي في الجزائر، مؤكداً أن الجزائر نجحت في تحقيق خطوات معتبرة حتى في المجالات التي لم تكن فيها الاتجاهات العالمية إيجابية.

واكد البنك الدولي في تقرير جديد جاء بعنوان "المسار التنموي الطموح الذي تسلكه الجزائر"، ان الجزائر تسير على طريق طموح للتنمية، من خلال التركيز على بناء المرونة مما جعلها تسجل عدة مؤشرات ايجابية تبوؤها وتبني الابتكارات والتحديث الاقتصادي، احتلال مكانة هامة في هذا العام.

وفي هذا الصدد استند التقرير على تصنيف الدخل السنوي الصادر عن البنك الدولي في الأول من جويلية 2024 ، حيث اصبحت الجزائر واحدة من 4 دول فقط في العالم التي عبرت العتبة من تصنيف الدخل المتوسط الأدنى إلى تصنيف الدخل المتوسط الأعلى.

وأوضح البنك الدولي ان هذا التغيير الكبير في الجزائر يعود أساسا إلى تحديث الأنظمة الرامية إلى تعزيز القدرات الإحصائية، مما يسمح بقياس أكثر دقة للنواتج المحلي الإجمالي للبلاد.

واوضح تقرير البنك الدولي ، أن الاقتصاد الجزائري سجل نموا بنسبة 4.1% سنة إلا أن العامل الرئيسي الذي ساهم في هذا التحسن في التصنيف هو المراجعة 2023،